

Convention collective

**IDCC : 9612. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE,
D'ÉLEVAGE, DE MARAÎCHAGE, D'ARBORICULTURE FRUITIÈRE,
HARAS ET CUMA
(Orne)**

(20 juillet 1977)

(Etendue par arrêté du 25 janvier 1979,
Journal officiel du 10 mars 1979)

AVENANT N° 91 DU 29 JUIN 2011

NOR : AGRS1297020M

IDCC : 9612

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Orne ;

La fédération départementale des CUMA de l'Orne,

D'une part, et

Le syndicat général agroalimentaire CFDT de l'Orne ;

L'UD des syndicats FO de l'Orne ;

L'UD CFTC de l'Orne ;

L'UD des syndicats CFE-CGC de l'Orne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le paragraphe B « Travail à temps partiel » de l'article 14 concernant la mention d'heures complémentaires est modifié comme suit :

« – les limites dans lesquelles peuvent être effectuées des heures complémentaires (maximum = 1/3 de la durée du travail fixée au contrat). Chacune des heures complémentaires effectuées au-delà de 1/10 de la durée prévue au contrat donnera lieu à une majoration de salaire de 25 % ».

Article 2

L'alinéa 3 du paragraphe A « Généralités » de l'article 24 est modifié comme suit :

« Tout salarié ayant accompli un travail effectif d'au moins 10 jours a droit à un congé dont la durée est déterminée à raison de 2 jours et demi par mois de travail (arrondie au nombre entier immédiatement supérieur), sans pouvoir excéder 30 jours ouvrables.

Pour l'acquisition des droits à congés, sont assimilées à du travail effectif notamment toutes les périodes prévues par le code du travail et la jurisprudence. »

Article 3

L'article 25 intitulé : « Cessation du contrat de travail pendant la période d'essai » est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Si l'employeur met fin au contrat de travail pendant la période d'essai, le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

Lorsque le salarié met fin à la période d'essai, il doit respecter un délai de prévenance de 48 heures. S'il est présent dans l'entreprise depuis moins de 8 jours, le délai de prévenance est ramené à 24 heures. »

Article 4

L'article 30 intitulé : « Indemnité de licenciement » est modifié comme suit :

« Tout salarié entrant dans le champ d'application de la présente convention et lié par un contrat de travail à durée indéterminée, qui est licencié alors qu'il compte 1 an d'ancienneté ininterrompue au service du même employeur, a droit, sauf en cas de faute grave, à une indemnité de licenciement égale au minimum soit à 20 heures de salaire pour les travailleurs rémunérés à l'heure, soit à 1/5 de mois pour les travailleurs rémunérés au mois, par année ou fraction d'année de service dans l'entreprise.

Pour les salariés justifiant de plus de 10 ans d'ancienneté, cette indemnité sera augmentée d'une fraction égale à 2/15 de mois de salaire par année d'ancienneté au-delà de 10 ans.

Le salaire mensuel servant de base au calcul de l'indemnité de licenciement est établi en prenant soit la moyenne des 3 derniers mois, soit la moyenne des 12 derniers mois, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié. »

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Alençon, le 29 juin 2011.

(Suivent les signatures.)